

DEPARTEMENT DE LA  
GIRONDE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRONDISSEMENT DE  
BORDEAUX

CANTON DE CENON

**COMMUNE  
DE FLOIRAC**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA  
COMMUNE DE FLOIRAC**

**Séance du 14 Juin 2021**

**Objet**

**Qualification de service  
d'Intérêt Economique  
Général du service social  
d'intérêt général  
« animation des accueils  
périscolaires et de la  
pause méridienne dans  
les écoles de la Ville » et  
validation de l'appel à  
projets. Décision**

**LE NOMBRE DE  
CONSEILLERS  
MUNICIPAUX EN  
EXERCICE EST DE :**

**33**

Le Conseil Municipal dûment convoqué le 8 juin 2021 s'est réuni à 18 heures sous la présidence de **Monsieur Jean-Jacques PUYOBRAU, Maire de Floirac.**

**Etaient présents :**

**M. BOURIGAULT – Mme LACUEY – M. GALAN – Mme COLLIN –  
Mme CHEVAUCHERIE - M. IGLESIAS – Mme BARBOT – M. MEYRE –  
M. DESCLAUX DE LESCAR – Mme GRENOUILLEAU – Mme PROUHET  
Mme BIJOUX – M. BAGILET – M. BUNEL – Mme DURLIN – M. ASFOR –  
M. MEHERZI – Mme ADENIS – M. JUIF – Mme FRENEL – Mme ARNOLD  
– M. SINSOU – M. LEDOUX**

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**

**M. CAVALIERE à M. BOURIGAULT – Mme SABI à Mme FRENEL  
M. DROILLARD à Mme LACUEY – Mme BONNAL à Mme COLLIN  
M. SAILHAN à M. DESCLAUX DE LESCAR – Mme SOLA à Mme  
CHEVAUCHERIE  
M. CALT à M. SINSOU – Mme CASTAGNET à Mme ARNOLD  
M. DANDY à M. BUNEL**

**M. Didier IGLESIAS a été nommé secrétaire de séance**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 24 septembre 2018 le conseil municipal a qualifié les activités relatives à l'animation des accueils périscolaires et à la coordination des multi activités (TAP) de Service d'Intérêt Economique général (SIEG), au sens du droit européen, défini le périmètre de ce service, décidé d'approuver le contenu des missions confiées et de retenir la procédure du mandatement sous la forme d'une convention pluriannuelle d'objectifs.

Par délibération du 26 novembre 2018, le Conseil Municipal a validé le contenu de cette convention et autorisé sa signature, avec l'association les Francas de Gironde, pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Cette convention expire le 31 décembre 2021.

Aussi il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer :

D'une part sur le maintien de la qualification de Service d'Intérêt Economique Général (SIEG) des missions destinées à assurer l'animation des accueils périscolaires et de la pause méridienne dans les écoles sur la base des trois critères retenus par la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne :

- Activité économique (présence d'un marché offre/demande)
- Confiée par un acte express de la puissance publique (mandat)
- Ayant un caractère d'intérêt général (présence d'obligations de service public).

D'autre part sur le lancement d'un marché public sous la forme d'une procédure concurrentielle avec négociation, en vue de sélectionner un opérateur économique qui se verra confié le Mandat, conformément aux dispositions des articles L2124-3 et R2124-3 du code de la commande publique.

Cette procédure permettra notamment de garantir que les financements accordés par la commune à l'opérateur économique pour gestion du SIEG ne constituent pas une aide d'État.

## VU

La Charte sociale révisée du Conseil de l'Europe ratifiée par la France ;  
L'article 36 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;  
L'article 14 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;  
L'article 106§2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;  
Le protocole n°26 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;  
La Décision de la Commission européenne sur l'application de l'article 106.2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensations de service public accordées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général du 20 décembre 2011 ;  
Les Communications de la Commission européenne « Mettre en œuvre le programme communautaire de Lisbonne : les services sociaux d'intérêt général dans l'Union européenne », COM 2006 177 du 26 avril 2006 et « Les services d'intérêt général, y compris les services sociaux d'intérêt général : un nouvel engagement européen », COM 2007 725 du 20 novembre 2007 ;  
Les arrêts du tribunal de première instance de la Cour de justice de l'Union européenne Bupa, (cf. Arrêt Bupa, T 289 03 du 12 février 2008) et Analir (cf. arrêt Analir, C 288 02 du 21 octobre 2004) ;  
Le Code général des collectivités territoriales ;  
Le Code de la commande publique ;  
Le Code de l'action sociale et des familles : article L227-5, articles R227-12 à R227-22  
La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

Le Décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques

L'Arrêté du 31 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 13 février 2007 relatif aux seuils permettant d'inclure le directeur d'une structure d'animation dans le taux d'encadrement

L'Arrêté du 22 septembre 2006 relatif à la déclaration préalable aux accueils collectifs de mineurs

L'Arrêté du 3 novembre 2015 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 relatif aux séjours spécifiques

La Charte Nationale de l'accompagnement à la scolarité de 2001

Le Projet Educatif Global de Territoire élaboré par la Ville

Vu l'avis de la commission éducation réunie en date du 31 mai 2021 ;

Le Conseil Municipal, après délibéré ;

**QUALIFIE** les activités relatives à l'animation des accueils périscolaires et de la pause méridienne de Service d'Intérêt Economique Général (SIEG) sur son territoire de compétence au sens du droit européen.

**AFFIRME** ainsi son caractère d'intérêt général face à la nécessité de satisfaire ce besoin social essentiel en direction des enfants solarisés de 3 à 11 ans sur l'ensemble du territoire de la Commune.

**DEFINIT** le périmètre du service d'intérêt économique général du service social d'animation des accueils périscolaires dans le territoire de compétence en référence aux activités suivantes : Animation des 14 accueils périscolaires et de la pause méridienne dans les écoles de la Ville.

**ASSIGNE** à ces activités et à leurs fournisseurs une mission particulière d'intérêt général définie en référence à la réalisation des objectifs suivants :

- Mise en place d'accueils périscolaires, la ville souhaitant offrir la possibilité d'avoir accès à un temps d'accueil avant et après l'école, pour les enfants scolarisés de 3 à 11 ans en classe maternelle et élémentaire.
- Animation de la pause méridienne avant et après les repas dans les écoles de la Ville.

**FIXE** des obligations de service public visant à garantir le bon accomplissement de la mission d'intérêt général du SIEG ainsi défini dans le respect des principes communs aux services d'intérêt général définis par le protocole n°26 sur les services d'intérêt général du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à savoir :

- **Accès universel** : par l'obligation d'accueillir l'ensemble des utilisateurs éligibles et de leur apporter une réponse adaptée à leur besoin, de garantir la liberté de choix, l'égalité d'accès à des services de qualité quels que soient les statuts, les situations socio-économiques et territoriales des utilisateurs
- **Continuité** : par l'obligation d'assurer une continuité du service en direction des utilisateurs éligibles et de présence dans les territoires prioritaires d'intervention.
- **Qualité** : par l'obligation de garantir un haut niveau de qualité des services, d'évaluer les résultats obtenus en termes de satisfaction effective des besoins des utilisateurs et d'adapter la nature des obligations de service public à l'évolution des besoins des utilisateurs à satisfaire ; ex : projets sociaux et éducatifs de qualité, personnel avec qualifications nécessaires, respect des besoins des enfants etc.

- **Accessibilité tarifaire** : par l'obligation de respecter une tarification spécifique des services fournis afin de garantir un accès universel pour les utilisateurs ;

- **Protection des utilisateurs** : par l'obligation de soumettre les activités en question à des contrôles réguliers visant à garantir la qualité du service, à corriger l'asymétrie d'information entre le prestataire et les utilisateurs, la consultation des utilisateurs et de définir des voies de recours en cas de non-satisfaction des utilisateurs.

**ETABLIT** des conditions économiques et financières garantes du bon accomplissement de cette mission d'intérêt général en octroyant à l'opérateur ainsi mandaté une compensation de service public visant à couvrir toute ou partie des coûts nets de mise en œuvre de ce service d'intérêt économique général et des obligations de service public qui en découlent. Les critères et paramètres de calcul de la compensation de service public seront établis préalablement conformément aux principes énoncés ci-dessus et précisés dans l'acte de contractualisation avec le prestataire.

**DECIDE** de procéder à des contrôles réguliers du prestataire visant à garantir le respect des exigences communautaires d'absence de surcompensation de ces coûts et de transparence des relations financières.

**RETIENT** la procédure du mandatement sous la forme d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée avec un opérateur économique retenu à la suite d'une procédure de publicité et de mise en concurrence, sur la base et selon les modalités de l'échéancier prévisionnel joint en annexe.

**AUTORISE** le Maire de la ville de FLOIRAC à lancer une procédure de marché public sous la forme de la procédure concurrentielle avec négociation, en vue de sélectionner un opérateur économique qui se verra confié le Mandat, conformément aux dispositions des articles L2124-3 et R2124-3 du code de la commande publique. Cette mise en concurrence permettra notamment de sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des intentions pédagogiques suivantes, que le prestataire devra traduire dans sa proposition en objectifs pédagogiques :

- Favoriser l'apprentissage de la fraternité et la découverte de la société fraternelle pour mieux vivre ensemble.
- Favoriser l'accès aux outils intellectuels, culturels, sportifs et de loisirs pour permettre à l'enfant de se construire et de s'engager dans la vie citoyenne.
- Contribuer au dépassement des représentations, des stéréotypes et des discriminations pour instaurer les égalités de tous.

**AUTORISE** le Maire à prendre et signer tout acte ou document nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

*Ainsi délibéré, les jour, mois et an que dessus*

*Et ont signé au registre les membres présents*

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

**A la Mairie de FLOIRAC, le 14 juin 2021**

Nombre de votants : 33

Suffrages exprimés : 33

Pour : 33

Contre :

Abstention :



*Le Maire,*